

**FINANCIERE DE L'ODET**

Société anonyme au capital de 105 375 840 Euros

Siège social : Odet, 29500 ERGUE-GABERIC

056 801 046 RCS QUIMPER

**Règlement intérieur  
du Conseil d'administration**

**Adopté par le Conseil d'administration en séance du 20 mars 2014**

*Le présent règlement intérieur applicable à tous les administrateurs a pour objet de préciser ou de compléter certaines dispositions réglementaires et statutaires concernant le fonctionnement du Conseil.*

*Le règlement intérieur est à usage interne et vise à compléter les Statuts en précisant les principales modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'administration. Il ne peut donc pas être opposé à la Société par des tiers.*

## **1. Composition du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi. Le Conseil d'administration doit être composé, dans la mesure du possible, d'un tiers d'administrateurs indépendants.

Un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi, par administrateur indépendant, il faut entendre, non pas seulement un administrateur non-exécutif c'est-à-dire n'exerçant pas de fonctions de direction de la société ou de son groupe, mais encore dépourvu de liens d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié, autre) avec ceux-ci.

La détermination de l'indépendance d'un administrateur est de la compétence du Conseil d'administration, en fonction notamment des critères figurant dans le Code de Gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF.

La qualification d'administrateur indépendant est débattue par le Comité en charge de la sélection et des nominations et revue chaque année par le Conseil avant la publication du rapport annuel.

Il appartient au Conseil de rechercher l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des Comités qu'il constitue en son sein, notamment dans la représentation entre les femmes et les hommes, les nationalités et la diversité des compétences, en prenant des dispositions propres à garantir aux actionnaires et au marché que ses missions sont accomplies avec l'indépendance et l'objectivité nécessaire.

Le Conseil rend public dans le rapport annuel les objectifs, les modalités et les résultats de sa politique en ces matières.

## **2. Missions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède, en outre, aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

Dans le cadre de sa mission et de façon non-exhaustive, le Conseil :

- procède au choix du mode d'organisation de la Direction Générale et procède à la nomination des dirigeants,
- fixe la rémunération du Président et du Directeur Général,
- autorise l'octroi des cautions, avals et garanties,
- autorise préalablement à leur conclusion les conventions et engagements réglementés,
- examine et arrête les états financiers,
- décide la création de Comités,
- vérifie la qualité et la sincérité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'au marché financier, notamment à travers les états financiers qu'il arrête et le rapport annuel,
- approuve toute opération significative qui se situerait hors de la stratégie annoncée ou qui serait de nature à modifier son périmètre d'activité, (notamment toutes opérations d'acquisition ou de cession), le caractère significatif revenant à l'appréciation du Directeur Général,
- est informé de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la Société, une fois par semestre au cours d'une réunion du Conseil d'administration de la société.

### **3. Missions et attributions du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général**

#### **- Président du Conseil d'administration**

Le Président du Conseil d'administration exerce les missions qui lui sont confiées par la loi et notamment veille au bon fonctionnement des organes de la Société. Il préside le Conseil d'administration, en organise les travaux et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En étroite coordination avec la Direction Générale, il peut représenter la Société dans ses relations de haut niveau avec les pouvoirs publics et les partenaires de la société tant au plan national, qu'au plan international.

Il est tenu informé par le Directeur Général des évolutions, évènements et situations significatifs relatifs à la vie de la société.

Il rend compte chaque année, dans un rapport à l'Assemblée Générale des actionnaires, de la composition du Conseil, de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société. Il reçoit du Directeur Général l'ensemble des informations nécessaires à l'établissement de ce rapport.

#### **- Président Directeur Général ou Directeur Général**

Le Président Directeur Général ou en cas de dissociation des fonctions, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

#### **- Vice-Président**

Le Conseil peut désigner parmi ses membres, un ou plusieurs Vice-Présidents chargés de présider les séances du Conseil en cas d'absence ou d'empêchement du Président.

#### **- Directeurs Généraux Délégués**

Le Conseil d'administration peut aussi, sur proposition du Directeur Général, donner mandat à une ou plusieurs personnes d'assister celui-ci, à titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximal de Directeurs Généraux Délégués est de 5.

L'étendue et la durée des pouvoirs qui sont conférés à ceux-ci sont déterminées par le Conseil d'administration, en accord avec le Directeur Général. A l'égard des tiers, les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

## **4. Fonctionnement du Conseil d'administration**

### **- Réunions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre lieu.

Les convocations sont faites par le Président ou par le Vice-Président.

Un projet de calendrier des Conseils est arrêté plusieurs mois à l'avance, facilitant ainsi la participation effective des Administrateurs aux séances.

### **- Information des administrateurs**

Les administrateurs reçoivent tous les documents et informations nécessaires à leur réflexion et peuvent se faire communiquer tous les éléments qu'ils estiment utiles.

En dehors des réunions, ils reçoivent toutes informations importantes relatives à la Société.

Les administrateurs doivent pouvoir rencontrer les principaux dirigeants de la Société, y compris hors la présence des dirigeants mandataires sociaux, mais en les informant.

### **- Délibérations**

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.

### **- Participation aux réunions du Conseil d'administration par visioconférence ou télécommunication**

Tant que les Statuts ne l'interdisent pas, et à l'exception de certaines décisions prévues par la loi, les administrateurs pourront participer aux séances du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

- 1) Les moyens de visioconférence ou de télécommunication utilisés doivent permettre l'identification des administrateurs, garantir une participation effective à la réunion du conseil, transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le Conseil d'administration s'assurera du respect de cette règle.
- 2) Le registre des présences mentionnera la participation de ses membres par visioconférence ou télécommunication.
- 3) Le procès-verbal doit indiquer le nom des administrateurs participant à la réunion par visioconférence ou télécommunication ; il doit également faire état de tout incident technique relatif à un moyen de visioconférence ou de télécommunication et ayant perturbé le déroulement de la séance.

- **Registre de présence**

Il est tenu un Registre de présence qui est signé par les administrateurs présents et qui le cas échéant, doit mentionner le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par visioconférence ou autres moyens de communication.

- **Evaluation**

Une fois par an, le Conseil met à l'ordre du jour de sa réunion un point concernant un débat sur son fonctionnement et informe les actionnaires de ses conclusions dans le rapport à l'Assemblée.

Par ailleurs, les administrateurs non exécutifs pourront se réunir périodiquement hors la présence des administrateurs exécutifs ou internes. Ils pourront, au cours de cette réunion procéder à l'évaluation des performances du Président, du Directeur Général, du ou des Directeurs Généraux Délégués et réfléchir à l'avenir du management.

- **Procès-verbaux**

Les procès-verbaux des délibérations sont établis, signés et conservés conformément à la loi.

Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration, un Directeur Général ou un Fondé de Pouvoir habilité à cet effet. Ils peuvent également être signés par deux Administrateurs.

Le procès-verbal est approuvé lors de la réunion suivante. A cet effet, il est adressé préalablement en projet à chaque administrateur.

- **Jetons de Présence**

Dans la limite du montant global arrêté par l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration détermine la répartition des jetons de présence entre les administrateurs et peut allouer aux administrateurs, membres des Comités spécialisés, un montant supplémentaire des jetons de présence eu égard aux travaux exécutés au sein de ces Comités.

## **5. Déontologie des administrateurs de Financière de l'Odet**

### **- Information**

Lors de son entrée en fonction, l'administrateur doit prendre connaissance des Statuts et du présent Règlement qui lui sont remis.

### **- Détention d'actions de la Société**

L'administrateur doit conformément aux dispositions du Code Afep Medef révisé en juin 2013, détenir personnellement un nombre minimal d'actions qui peut être fixé, notamment dans le Règlement Intérieur.

A l'effet de se conformer à cette recommandation, l'administrateur devra allouer chaque année un pourcentage équivalent à 10 % du montant des jetons de présence reçus au titre de ses fonctions à l'acquisition de titres de la Société et ce jusqu'à détention d'un nombre de titres dont la contrepartie sera équivalente à une annuité de jetons de présence reçus.

Dans l'hypothèse où l'allocation (équivalente à 10 % du montant annuel des jetons de présence) versée au titre d'un exercice serait d'un montant inférieur à celui nécessaire à l'acquisition d'un titre, l'administrateur devra cumuler cette allocation avec celle(s) versée(s) au titre du (des) exercice(s) ultérieur(s) jusqu'à perception de la somme suffisante à l'acquisition d'un titre de la Société.

### **- Secret**

Les membres du Conseil d'administration sont astreints au secret professionnel en ce qui concerne toutes les informations non publiques acquises dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

### **- Conflit d'intérêt**

L'administrateur a l'obligation de faire part au Conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentielle et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

### **- Déontologie boursière**

Les administrateurs s'engagent à n'effectuer directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour celui de tiers aucune opération sur les titres de la Société ou sur toute Société du Groupe Bolloré dès lors qu'ils seraient détenteurs d'une information privilégiée définie aux termes de l'article 621-1 du Règlement Général de l'A.M.F comme étant « *toute information précise qui n'a pas été rendue publique, qui concerne directement ou indirectement un ou plusieurs émetteurs d'instruments financiers ou un ou plusieurs instruments financiers, et qui si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers concernés ou sur le cours d'instruments financiers qui leur sont liés* ».

Les administrateurs sont informés de leur inscription sur les listes d'initiés. Sauf à en être ponctuellement dérogés par le Conseil, les administrateurs s'obligent à ne procéder à aucune intervention en bourse sur les titres de la société pendant les périodes (périodes de fenêtres négatives) ci-après :

- 30 jours calendaires précédant la publication des comptes annuels et semestriels et, le cas échéant, des comptes trimestriels complets
- 15 jours calendaires précédant la publication de l'information trimestrielle.

Les administrateurs soumis à ces fenêtres ne sont autorisés à intervenir sur les titres concernés que le lendemain de la publication des informations concernées.

Les Administrateurs procéderont, auprès de l'Autorité des marchés financiers, au dépôt des déclarations des transactions sur titres de la société, dans les conditions prévues par la législation et par le règlement général de l'AMF.

## **6. Comités du Conseil**

Le Conseil peut décider de créer des Comités spécialisés composés d'administrateurs nommés par le Conseil et qui soumettent au Conseil leur avis et propositions.

Les Comités exercent leur activité sous la responsabilité du Conseil d'administration.

Le Conseil a décidé la constitution :

- d'un Comité d'audit
- d'un Comité des Nominations et des Rémunérations.

Les missions et compositions de ces Comités sont définies par des règlements intérieurs arrêtés par le Conseil d'administration.